

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI  
8  
JANVIER  
1976

N° 78  
1,50 F  
Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## ÉDITORIAL

### CONTRATS SALARIAUX 76

## FAIRE ECHEC AU BLOCAGE DES SALAIRES

«A tous les niveaux, la généralisation de signes de reprise, s'accompagne de revendications accrues en matière de salaires», vient de déclarer Fourcade, ministre de l'Économie. Au moment où s'ouvrent les négociations salariales dans les secteurs publics et nationalisés, face à la multiplication des luttes pour les salaires, c'est en fait d'une sinistre mise en garde qu'il s'agit. En clair, c'est la «justification», par le danger d'inflation, de la politique de blocage des salaires prônée successivement par Chotard, au nom du CNPF, puis par Chirac, en écho !

Au moment où, en butte à la hausse des prix, aux incidences du chômage partiel, les travailleurs sont accablés par les impôts, menacés par les saisies pour une poignée de factures en retard, la détermination à imposer un recul substantiel à la bourgeoisie sur le terrain du pouvoir d'achat, du salaire, grandit. «Assez de cette situation de misère croissante qui nous est faite ! Priorité aux bas salaires ! Augmentation immédiate et uniforme !» En ce début d'année, cette exigence de tous les travailleurs est portée au tout devant de la scène par les contrats soi-disant «de progrès» qu'entend imposer aux ouvriers et aux employés des entreprises nationalisées l'État capitaliste. Ces contrats de progrès, nous les connaissons bien. Aujourd'hui, les directions syndicales CGT et CFDT partent en bataille, dénonçant l'indice de l'INSEE. Il n'y a pas si longtemps, c'était pourtant bien sans sourciller qu'ils s'asseyaient à la table des négociations et... signaient. Pourquoi donc font-ils aujourd'hui les difficiles ? S'agit-il pour eux de remettre en

cause les augmentations hiérarchisées ? S'agit-il pour eux de prendre en compte nos luttes pour les salaires ?

S'il est vrai que «cet indice ne mesure pas l'augmentation du coût de la vie mais une partie seulement» et que donc «c'est du truquage et de la malhonnêteté», comme l'indiquait en novembre dernier la CGT de l'INSEE, que signifie donc cette querelle menée par les révisionnistes dans la CGT sur «son» indice ? «La hausse du coût de la vie ne touche pas de la même façon tous les travailleurs», disent depuis longtemps les camarades CGT de l'INSEE, ajoutant qu'il n'était «pas possible par conséquent de mobiliser les travailleurs aujourd'hui sur la négociation d'un nouvel indice» !

Au-delà des contrats de progrès, ce qui est en jeu c'est la possibilité d'une mobilisation large, offensive, brisant le carcan de la répression et du blocage des salaires. Par leur diversion opérée sur la question de l'indice, les faux communistes du P(C)F visent à limiter la lutte des travailleurs de la Fonction Publique et Nationalisée à la recherche de contrats «acceptables».

Or, indexés ou pas sur l'indice CGT ou celui de la CFDT, les salaires n'ont pas à être fixés en fonction de la «conjoncture», en pourcentage de «rattrapage». C'est aux travailleurs de déterminer et d'imposer eux-mêmes leurs revendications, celles dont étaient porteuses les manifestations et grèves depuis novembre : 2 000 F minimum et 300 F pour tous ! C'est sur ce terrain qu'on peut s'unir et qu'on doit se battre !

Stéphane RAYNAL

## CHOU EN-LAI EST MORT

L'Agence Chine Nouvelle annonce la mort du camarade Chou En Lai. Avec lui disparaît un révolutionnaire qui a marqué pendant plus d'un demi siècle l'histoire de ce monde. Ancien ouvrier de Renault quand il était immigré en France, il a consacré toute sa vie au peuple chinois et au prolétariat international. Un des plus proches compagnons d'armes de Mao Tsé Toung, il exerçait les fonctions de vice-président du Comité Central du Parti Communiste Chinois, et de premier ministre du Conseil des Affaires d'État.

Le Parti Communiste Révolutionnaire adresse au Président Mao Tsé Toung, au Parti Communiste Chinois, au peuple chinois ses condoléances les plus émues pour cette grande perte.

(Nous publierons demain un article sur la vie de ce grand dirigeant du Parti Communiste et du peuple chinois)



### ESPAGNE

## LES GRÈVES S'ÉTENDENT

TÉLÉPHONÉ DE MADRID

7 janvier

Face à la grève générale dans le métro de Madrid, le gouvernement a décidé l'intervention des militaires du Régiment du Génie de Cuatro Vientos pour conduire les trains. Depuis le milieu décembre, il était courant de voir les militaires s'entraîner à conduire les trains. La ligne de métro n° 1, la plus longue est presque en service grâce à ce système ; pendant les premières heures du soir, le métro était gratuit pour les usagers. Le gouvernement a donné ordre pour que les autobus continuent leur trajet au-delà de leur service normal jusqu'à une limite qui leur

suite p. 8

## DANS LE DESERT SAHRAOUI les enfants nus d'un peuple en armes

6/1/76 au matin à Tindouf.

La situation est exceptionnelle, l'état d'alerte a été décrété sur tout le territoire depuis un jour et demi nous déclarait le 6 au matin Amine Lamine, responsable aux relations extérieures du Front, en nous saluant alors que nous venions de quitter le territoire Sahraoui après avoir roulé une partie de la nuit. Au cours de notre séjour de plusieurs jours, nous avons longé la frontière mauritanienne, nous avons vu le peuple sahraoui en armes, organisé pour se battre, pour défendre le territoire libéré. Là sont les femmes, les enfants, les personnes âgées qui constituent la milice armée de Mas 36 et de Mat 49 ; des armes plus anciennes encore témoignent de l'époque où le peuple sahraoui luttait contre la pénétration coloniale française et espagnole dans les années 30 puis dans les années 50 avant le déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario, le 20 mai 1973.

de notre envoyé spécial



**la vie du journal**

# dans notre courrier

## SNCF : toujours la fatalité ?

Vierzy, 100 morts il y a 3 ans. Chalon, récemment. De multiples accidents ou incidents « techniques ». Fatalité que tout cela ? Non, ce n'est que les conséquences de la politique de la SNCF, de son mépris de la sécurité, des conditions de travail des cheminots, des conditions de travail et de voyage des voyageurs.

Que les trains « de travail » tôt le matin et tard le soir soient bondés, notamment en banlieue, mais aussi entre les différentes villes du département, les dirigeants de la SNCF n'en ont que faire. Que ce soient ces trains-là, et ceux des grands départs en vacances dont on s'occupe le moins, (chauffage, accrochage des wagons, propreté, etc... il faut faire très vite), c'est peut-être la fatalité ?

Mais que par contre les grands trains d'affaires soient

mieux surveillés, c'est peut-être aussi la fatalité ?

Je n'accuse pas là les cheminots, bien sûr, mais les cadences, les conditions de travail des cheminots.

Que ceux qui voyagent le moins bien, que ceux qui sont incommodés, ou accidentés, ou parfois assassinés, soient comme à Vierzy, des jeunes, des immigrés, des travailleurs en majorité, ce n'est pas un hasard.

Alors, M. Marchais, on se tait, on ne dit rien de ces accidents. La SNCF service public ? société nationalisée ? SNCF mépris du public, société capitaliste, plutôt ! Et ce ne seraient pas les nationalisations du Programme Commun qui y changeraient quelque chose.

P.V. Amiens  
dont plusieurs camarades ont été tués à Vierzy

### A LA MÉMOIRE DES 42 DE LIÉVIN SOLIDARITÉ

Quand tu marches par les pays miniers  
Au sein des corons alignés en clapiers,  
Regarde ces modernes pyramides  
Gigantesques mamelons dans un ciel plein de vides

Elles invoquent ceux qui les ont créées,  
Ces poumons et feu et les chairs mutilées,  
Mineurs du fond, travailleurs de la nuit,  
Les yeux rougissant quant le soleil luit.

Elles parlent de la douleur de femmes en deuil  
De visage sans joie d'un triste orphelin  
Elles dénoncent enfin le Capital assassin

Alors de la détresse détruis les écueils  
Que l'immense tristesse flambe dans le brazier  
Qu'elle devienne une haine plus dure que l'acier

un lecteur de Valenciennes

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
**QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
en téléphonant au :  
208 65 61 paris  
de 8 h. 30 à 13 h.

### communiqués

#### comité santé Nancy

Le 10 janvier 1976 à partir de 14 h se dérouleront les 6 HEURES SANTÉ sur les accidents du travail et les maladies professionnelles au local du QdP à Nancy : 23, rue St Julien (quartier cathédrale).

Cette manifestation sera un lieu de débat sur « comment lutter sur le front de la santé en se mettant au service du peuple ». La soirée (à 21 h) se terminera sur un travail en commissions d'où devront déboucher les nouveaux axes de travail du comité santé de Nancy.

Participent à ces « 6 HEURES » : Le CLISACT, le CLH, le comité de lutte contre le chômage de Pompey-Frouard, des ouvriers de Rombas, le P.C.R. (m.l.).

#### Metz

Réunion des lecteurs du Quotidien du Peuple à Metz  
vendredi 9 janvier 1976  
20 h 30  
à la Maison Rouge  
1 rue du Gœtloquet  
(à côté des Nouvelles Galeries)

### « LE SOCIALISME TEL QU'IL SERA EN FRANCE »

Je vous écris pour vous faire part de quelques critiques. Certains lecteurs m'ont dit qu'ils trouvaient qu'il manquait des articles sur le socialisme, mais le socialisme tel qu'il sera en France à propos de points précis. J'espère que de prochains articles viendront sur ce problème ça semblerait logique après les articles sur la crise, la révolution, la violence, il faudrait maintenant des articles sur la société que nous voulons en France.

Un lecteur de Grenoble.

### UN SYNDICALISTE NOUS ÉCRIT

...je pense bien souvent à vous, parce que c'est un combat qui est dur et qui me prend chaque instant de ma vie, je pense que je ne suis pas tout seul mais j'ai l'impression d'être un peu isolé quelques fois. J'aimerais bien travailler et vivre avec une équipe comme celle qui est au quotidien mais enfin chaque chose à son temps et tout le monde à sa place. Je crois que pour le combat qu'on mène, c'est là où on est placé qu'on essaye de faire avancer les choses.

un syndicaliste

### l'argent dont a besoin le Quotidien du Peuple

Pour l'argent dont a besoin le Quotidien, les abonnements, les souscriptions, je trouve personnellement que le QdP ne donne pas suffisamment à ses lecteurs les moyens de lui faire parvenir de l'argent (surtout en ce qui concerne les lecteurs qui ne sont pas en contact avec des communistes, les lecteurs isolés). Je ne sais pas d'une part si le terme « je souscris » est bien clair pour tout le monde (par contre « soutien financier au QdP : je donne » par exemple, cela me paraît plus clair). Bien et une fois que le lecteur se décide à envoyer de l'argent : le lecteur ouvrier va-t-il mettre 10 F, 50 F dans une enveloppe, comme ça, sans penser un instant que ce billet pourrait bien ne jamais arriver à destination (voilà, également, etc... ça existe). Je crois que le peuple est prêt à bien des sacrifices financiers pour son journal : à condition que ces sacrifices soient utiles, c'est-à-dire que le QdP reçoive l'argent et lui fasse savoir d'une manière ou d'une autre.

(la question reste la même pour l'abonnement : un chèque de 250 F dans une enveloppe, c'est « facile » à mettre ! Et encore moins 250 F en espèce !). Cela peut paraître bêtement pratique : de l'argent sommeille peut-être au fond des tiroirs pour ces simples raisons. Bien sûr on ne peut pas tout résoudre, surtout si le lecteur est isolé. Mais je tenais cependant à souligner ces divers aspects.

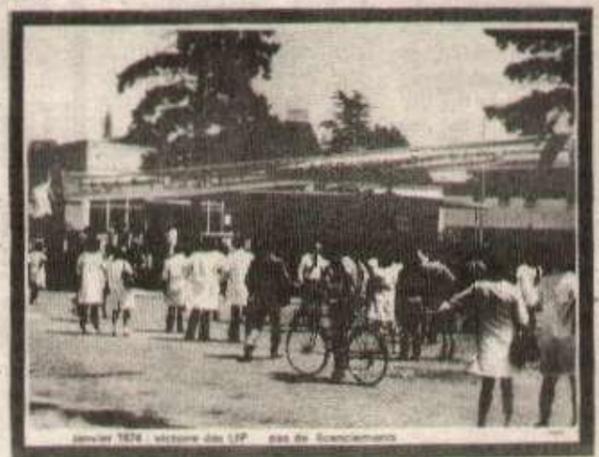
Voilà. Tout cela est très matériel, très formel, mais encore une fois, si ça peut servir tant mieux. Et si ça ne sert pas, ça ne fait rien parce qu'on ne perd jamais son temps en écrivant à notre journal et que j'en profite par la même occasion pour souhaiter mes meilleurs vœux de réussite au grand projet que s'est fixé le Quotidien : celui d'être le Quotidien du Peuple !, celui de contribuer à la construction du Parti de type nouveau !

P.S. et bon courage pour 76 à l'équipe du QdP !  
un lecteur du nord.

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



## RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

### SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne  
10 F    50 F    100 F    F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....  
Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 PARIS Cedex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

1976		janvier				le quotidien du peuple
lun		5	12	19	26	
mar		6	13	20	27	
mer		7	14	21	28	
jeu	1	8	15	22	29	
ven	2	9	16	23	30	
sam	3	10	17	24	31	
dim	4	11	18	25		

**CE SOIR**  
à la Cartoucherie de Vincennes  
20h Carlos Andreu, chanteur espagnol  
21h cercle de la Commune de Milan : Teatro del Drago présentation et témoignages sur les luttes sur le front culturel à l'étranger.

### JE M'ABONNE

250 F    1 AN  
150 F    6 MOIS  
80 F    3 MOIS  
30 F    1 MOIS

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

# LA MEDECINE DES HOUILLERES

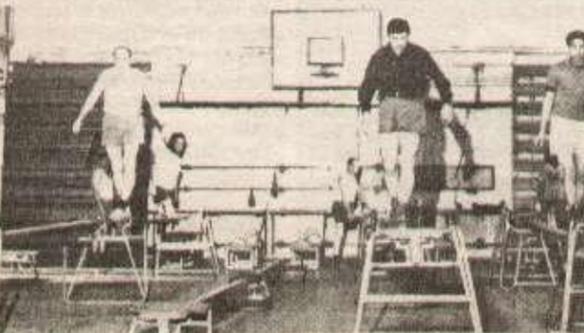
## "la silicose, ils n'en parlent pas"

La mine de La Mure, dans la région de Grenoble, produit essentiellement de l'antracite. Les méthodes d'exploitation y sont particulières : les galeries creusées dans le rocher permettent d'évacuer le charbon. A partir de ces galeries principales, les mineurs percent des couloirs secondaires (tous les 20 ou 30 m) qui arrivent sous les veines, ou dans les veines même, lorsque celles-ci sont très épaisses.

Par explosion («foudroyage»), la veine est ébranlée, et le charbon qui s'effondre est évacué par la galerie principale.

Il n'y a pas de grisou, mais le charbon est imprégné de gaz carbonique sous pression : le dégagement est instantané et peut pousser des centaines de tonnes de charbon. C'est une menace permanente d'accident pour les mineurs. Là comme ailleurs la politique des houillères est la même : le profit d'abord.

Au cours d'une table ronde avec des travailleurs de la santé, 15 mineurs (tous entre 20 et 30 ans de fond), débattent des problèmes des conditions de travail, de la sécurité et de la santé.



Un centre de rééducation pour les mineurs.

### centre de santé Villeneuve l'équipe médicale lutte pour une médecine au service du peuple

C'est en 72 que le centre de santé Villeneuve-Grenoble a ouvert. Jusqu'en mai 75, la gestion en était assurée par 2 mutuelles : l'UDSMI (proche du PS) et l'UMUTRA (au main de la CGT et du PC). Ces 2 organisations mutualistes voulaient en faire un centre classique dont l'intérêt essentiel réside dans le 1/3 payant, la médecine d'équipe, la médecine lente.

Très rapidement, l'équipe du centre a trouvé ces objectifs insuffisants (38 personnes sont employées dans le centre) et s'est engagée plus nettement aux côtés des travailleurs en les soutenant dans leurs luttes, pour l'amélioration des conditions de travail. Un des soucis des travailleurs du centre est de démystifier le rôle des médecins, d'abattre le piedestal sur lequel la bourgeoisie les a placés. Ce qui est très mal vu par le PCF. En juin, il retirait tout soutien à cette expérience et aujourd'hui il la combat en réclamant «une médecine de qualité».

Jean-Marc, généraliste du centre, qui a participé à la table ronde explique comment l'équipe médicale conçoit son travail, comment elle se situe par rapport aux travailleurs.

«...notre équipe s'occupe de prévention, en engageant un travail d'éducation, mais surtout en attirant l'attention sur les liens entre la maladie et les conditions de travail,

de logement, de transports, etc... Par exemple, les gens qui travaillent en 3x8, présentent des troubles du sommeil, des ulcères à l'estomac dont les causes sont connues.

Il y a là 2 solutions. La première, et c'est ce rôle que la société actuelle veut faire jouer au médecin : se contenter d'ordonner un traitement qui peut durer plusieurs semaines. Dans ce cas les troubles de santé sont résolus temporairement, mais ce traitement cachera la cause essentielle de la maladie : LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE. Dans ce cas on se fait un peu complice de l'exploitation des travailleurs.

Ou bien on prend parti, on choisit d'être aux côtés des travailleurs et de dénoncer ce qui se passe. Les médecins peuvent donc aussi être un support technique, un outil qui permette de soutenir les luttes des travailleurs (action syndicale ou autre), pour de meilleures conditions de travail.

D'autre part nous avons beaucoup à apprendre auprès des travailleurs. En effet, aussi curieux que cela puisse paraître, les problèmes d'hygiène, de sécurité, de conditions de travail ne sont pratiquement pas abordés au cours des 7 années d'étude de médecine».

La discussion s'engage sur le rôle joué par les médecins des Houillères.

Bernard : La visite médicale annuelle consiste à dépister les hernies, les varices, et éventrations mais pas la silicose ou les troubles respiratoires.

Par exemple, Desjarnac, médecin des Houillères, détecte souvent les hernies avant que les mineurs ne s'en aperçoivent. C'est tout à l'avantage des Houillères, dans ce cas, c'est déclaré en maladie, alors que si c'est nous qui nous en rendons compte, c'est en accident du travail avec possibilité d'IPP. Quant à la silicose, il n'en parle pas. Plus tard elle sera reconnue, mieux ce sera pour les Houillères.

Armand (33 ans de fond, retraité) : A la rigueur, si on insiste, Desjarnac, nous envoie devant le collège des 3 médecins à Lyon ou à Grenoble.

Bernard : En consultant mes radios, mon médecin traitant a décelé une aggravation de ma silicose. En 74, j'ai passé une visite à Lyon. Lorsque je suis arrivé devant ces messieurs, leur premier mot avant de m'examiner, a été : «Qui est-ce qui vous dit que votre cas s'est aggravé ? Vous allez très bien». Il y en a un qui m'a ouvert la porte «Vous connaissez le manège !» C'est-à-dire souffler, passer la radio. C'est tout. Et à 1 H de l'après-midi vous passez devant les médecins : il y en a deux qui dorment, un qui regarde distraitemment votre radio et vous pouvez dire : «On n'a pas le droit d'ouvrir la bouche, de poser des questions».

Lucien : Et l'examen respiratoire ! Tu souffles devant un appareil jusqu'au moment où on a fait le taff...

Louis : J'ai assisté à un examen de ce type à l'hôpital de La Tronche. Il y a un toubib et son assistante qui installe un embout dans la bouche du malade et geste à l'appui qui dit : gonflez, gonflez, gonflez... soufflez et il faut le faire 5 fois de suite. C'était une vieille dame de 69 ans qui passait l'examen, elle était silicosée à 15% : jusqu'en 1946 elle a travaillé au tri du charbon. C'est affolant de voir ça, cette femme ne pouvait pas souffler, c'était une véritable torture pour elle, à tel point que maintenant elle ne veut plus entendre parler d'examen.

Mais le mieux, c'est que Perdrix, le toubib a déclaré que l'examen n'était pas interprétable, parce que cette dame n'avait pas soufflé correctement ! Soit dit en passant, ce monsieur est au Parti Socialiste !

Lucien : C'est toujours comme ça. Lorsqu'on n'arrive pas à souffler, d'après eux on joue la comédie.

La discussion se porte ensuite sur les conditions de travail, et la sécurité qui

### table ronde avec des mineurs de la Mure



paraît bien être la 5ème roue de la charette pour les Houillères. Il faut qu'il y ait des morts pour que les mesures élémentaires soient prises, comme par exemple relier le fond à la surface par téléphone.

Mais c'est la question des poussières qui paraît importante pour les gars :

Pierre : La poussière est très importante au fond : pas besoin d'être à l'abattage pour risquer la silicose, la poussière est partout. Bien sûr, il y a le masque, mais pour un gars silicosé c'est encore plus dangereux. C'est plus difficile de respirer au travers du masque, ça décolle la plèvre des poumons et le cœur se fatigue plus vite.

Lucien : J'ai porté le masque les 8 premières années de mine. Après c'est devenu difficile, je ne pouvais pas le garder plus d'un quart d'heure. Et il fallait voir les conditions dans lesquelles on travaillait : pas d'aération, on n'y voyait pas à 1 mètre.

Correspondant QdP : La discussion montre que la sécurité, les conditions de travail, ce n'est pas le souci des Houillères. Il faut se battre pour que la silicose soit reconnue. Mais ce n'est pas suffisant, il faut mener la lutte pour ne pas envoyer les gars à la maladie, s'organiser pour imposer des conditions de travail et de sécurité satisfaisantes.

Louis : Au niveau syndical il faudrait engager la bataille : il y a bien longtemps que je n'ai pas vu un seul tract syndical sur la silicose diffusé sur le carreau de la mine. Il faut se battre pour foutre en l'air la législation restrictive qui existe.

Pierre : On pourrait aussi mettre dans le coup le Syndicat des Mutilés du Travail.

Le correspondant du QdP : Pourquoi pas ? Dans le Nord, après l'assassinat de Liévin, les mineurs ont créé une Association de Défense des Mineurs Silicosés. Il faudrait entrer en relation avec eux, et tous ceux qui luttent contre les accidents et les maladies du travail. Par l'intermédiaire du Quotidien du Peuple, on pourra échanger les expériences de lutte, d'organisation.

## en bref

### A la Fresnais, près de Saint-Malo : un échafaudage s'écroule un mort, deux blessés

Mardi, l'échafaudage dressé pour réparer le toit de la mairie de la Fresnais s'écroule : les trois ouvriers qui travaillent dessus font une chute de sept mètres. Jean Daniel, 28 ans est tué sur le coup, ses deux camarades gravement blessés.

L'inspecteur du travail constatait «La rupture du filin par surcharge et cisaillement sont à l'origine de l'accident».

### Donval : non aux licenciements !

A Rosporden, petite localité du Finistère, la direction de l'entreprise Donval, manufacture de chaussures, envisage de fermer ses portes. La direction a choisi d'annoncer les licenciements au retour des fêtes de Noël, pensant que les réactions seraient moins grandes. Mais, c'est un bien mauvais calcul qu'a fait le patron, puisque les ouvriers de l'entreprise, comme beaucoup d'autres travailleurs dans la région ont décidé de riposter en occupant l'usine. Il n'y aurait plus de matières premières, paraît-il. Mais cet argument, les travailleurs ont su le balayer.

### Les travailleurs refusent le «réalisme» du P«C»F

Depuis le 23 décembre, dans le département du Lot et Garonne, l'entreprise Housty (fabrication de chaussures) est occupée par les 300 ouvriers et ouvrières, qui s'opposent aux licenciements. A Noël, un comité de grève se met en place pour renforcer le soutien. Les espoirs du patron de déménager les machines pendant les vacances de fin d'année, sont un échec devant la mobilisation grandissante des travailleurs. Les révisionnistes, dans la CGT, refusent de soutenir la lutte, pour eux «il faut être réaliste», on touchera de toute façon les 90% : alors, attendons d'être licenciés officiellement dans deux mois et après on pourra occuper ! Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise ont su s'opposer à ces manœuvres de trahison. Aujourd'hui, dans l'usine, c'est la voie de la lutte qui l'emporte. Les calomnies du P«C»F et de la direction de la CGT n'y feront rien.

### Agache Willot : pour le 13° mois

Les travailleurs de l'usine Saint-Frères des localités de Flixecourt et de Ville-le-Marchet (Somme) sont en lutte. La fabrication du jute et des textiles d'emballage est arrêtée chaque jour pendant lesquels les travailleurs débrayent. La revendication essentielle est l'obtention du 13° mois nécessaire face aux hausses de prix incessantes. Mardi 6 janvier, la lutte se durcissait : les travailleurs séquestrent les cadres pendant plusieurs heures. Pour le 13° mois, les travailleurs de Saint-Frères iront jusqu'au bout !

politique

# en bref

## La mère d'un interné «psychiatrique» écrit à Marchais

Adressant à Marchais une lettre ouverte la mère de Vladimir Boukowski lui demande d'intervenir en faveur de son fils, interné politique depuis 1970 : «*Au cours de ces cinq années, à la suite de malnutritions et de privations, sa santé s'est fortement détériorée*». Elle lui rappelle en conclusion la position qu'il a prise «pour la libération de Léonid Pliouchtch».

Si toutes les familles des prisonniers politiques en Union Soviétique écrivent à Marchais, il va recevoir un courrier très abondant. Continuera-t-il à émettre des protestations ? Affirmera-t-il, comme Andrieu, que quelques milliers de prisonniers politiques en URSS «*ce n'est pas l'apocalypse*» ? En tout cas, cela n'arrange pas sa campagne sur les «libertés».

«Je n'ai pas reçu cette lettre», dit-il. La belle excuse ! Tout le monde connaît la répression en URSS et Marchais attend de recevoir une lettre !

## réglement de (gros) comptes à Marseille

Mardi, le parquet de Marseille a ouvert une information contre Jacques Comiti, qui aurait détourné la bagatelle de 50 millions de la clinique dont il est le PDG. Banale affaire d'escroquerie en col blanc ? Cela risque d'être plus que cela : Jacques Comiti est le frère de l'UDR Joseph Comiti, qui détient la majorité des actions de la clinique. Et un certain Dijoud, giscardien lui, ne serait pas fâché de se débarrasser de cette famille Comiti trop influente au gré des Républicains Indépendants dans la région.

## AFFAIRE HAZAN

# un numero cousu de fil blanc...

Gloire aux Sherlock Holmes de la PJ et de la brigade anti-gang ! Ils ont réussi à découvrir, sous la forme d'un numéro de téléphone écrit au stylo à bille sur un revers de pantalon, la clef de l'énigme Hazan. Enigme ? Peut-être pas pour tout le monde...

Reprenons un peu la chronologie de cette affaire qui, maintenant que Hazan a retrouvé son petit monde, risque d'être rapidement étouffée.

- Mercredi 31 décembre, 11 H 30. Hazan est enlevé. Les ravisseurs laissent tomber une petite phrase «on vient chercher le soldes». A noter que les membres du conseil de direction se sont empressés de faire connaître cette petite phrase.

- De mercredi à lundi soir, c'est le silence, imposé par la police. De multiples rendez-vous de remise de rançon sont annulés... Tout le monde en déduit que les enleveurs sont «d'excellents professionnels»... Lundi soir, la police «ouvre les vannes de l'information». Dès lors, on a l'impression que la suite de l'intrigue policière se déroule sur une scène de spectacle.

- Mardi soir. Coup sur coup, deux des «enleveurs» sont arrêtés en pleine place de la Bastille, Poniatowski publie un communiqué annonçant une «politique de totale fermeté», puis fait annoncer l'arrestation. Les proches d'Hazan se rongent les ongles, le commissaire Ottavio a vite fait de les rassurer le lendemain.

- Mercredi : un troisième ravisseur est arrêté. Il explique qu'il fait partie d'un groupe d'extrême droite ita-

lien, et baisse son pantalon pour montrer le numéro de téléphone du lieu de séquestration...

- Jeudi, la police trouve dans une maison de Tremblay-les-villages. Mr Hazan, ligoté, mais en pleine forme. La «tête» du gang (Brunini, patron de la société de nettoyage qui travaillait à Phonogram) ainsi que quelques mains sont arrêtées. Hazan boit avec le commissaire Broussard son premier whisky depuis une semaine, et va vite retrouver sa femme et «ses proches».

Les «professionnels» qu'étaient ces enleveurs apparaissent tout à coup comme des minables, la PJ et la brigade anti-gang en sont «glorifiés» : «*Comme si les consignes impératives du ministère de l'intérieur avaient galvanisé les enquêteurs. Comme si les chefs de la police entendaient démontrer qu'ils méritaient qu'on leur laissât carte blanche...*» Ce commentaire de France-Soir en dit long. Et l'on se prend à se demander si la police n'avait pas déjà remonté la filière de ce racket (qui avait déjà rapporté 350 millions et dont on risque de ne pas savoir grand chose) et si la comédie qui nous a été présentée n'était pas destinée à faire «passer» cette politique de «fermeté» (dont les décisions en matière de prises d'otage ne sont qu'un aspect).

En ce cas, il faudrait que Mr Poniatowski se trouve un meilleur scénariste : le coup du numéro de téléphone sur le revers de pantalon, c'est de la série noire sans imagination.

Eric BREHAT

## Marchais à Antenne 2

# PROLETARIAT, C'EST DEPASSE

«Si c'était... : un personnage historique : Robespierre ; un membre de votre famille : un cousin ; un joueur de rugby : un attaquant.

Tel est le résultat du sondage IFOP demandé par Antenne 2 pour définir «l'image» de Marchais qui était mercredi soir la vedette de «C'est-à-dire». Jouant le jeu, apparemment satisfait d'une telle définition de sa personnalité, il n'a pas eu la moindre réaction contre le caractère vraiment stupide de ce sondage. Il aura la même béate satisfaction à la fin de l'émission en contemplant le dessin de Gus qui le présente en jouant du violon avec le marteau et la faucille. Que Marchais ne proteste pas contre cette ridiculisation du sigle du communisme ne montre pas son sens de l'humour mais, au fond, sa complaisance à l'égard d'un dessinateur réellement anti-communiste.

Tout au long du débat, Marchais avait à répondre à deux journalistes particulièrement minables, bafouillant, posant maladroitement leurs questions. Cavada et Christian Guy, parlant tous deux en même temps offraient ainsi, sur le plateau, la possibilité à Marchais de faire rire la salle à leurs dépens. Heureusement pour Marchais, il n'avait pas en face de lui les travailleurs en lutte. Il se serait moins pavané.

Trop facile pour le secrétaire du PCF de comparer dans les entreprises le nombre de ses cellules avec celui des sections du PS ! Mais ce n'est pas la comptabilité de cette rivalité qui intéresse les travailleurs, c'est le compor-

tement du PCF dans les luttes.

Elles n'occuperont même pas une seule seconde des propos de Marchais qui se contente de formules creuses sur «le parti révolutionnaire de la classe ouvrière».



Sur les autres points, il ne s'embarrasse pas non plus de démonstration. Les libertés en Union Soviétique ? «*Les succès de ce pays ont créé les conditions pour développer la démocratie socialiste*», dit-il, mais «*il subsiste des insuffisances*». Il nous annonce cela comme une évidence. La répression qui s'exerce contre les travailleurs, les licenciements, le chômage, la dégradation constante de la production agricole, les menaces de guerre que fait planer l'URSS dans le monde... voilà l'œuvre de la restauration du capitalisme par les révisionnistes soviétiques. Quels progrès pour la liberté des travailleurs !

## Maire chez Chirac : nous n'avons pas fait plus que l'union de la gauche

Le premier ministre a reçu hier une délégation de la CFDT conduite par Edmond Maire. A sa sortie de Matignon, le secrétaire général de la CFDT déclarait : «*L'entretien a été décevant, nous avons eu de bonnes paroles sur l'honorabilité de la CFDT. La CFDT a d'abord indiqué au gouvernement qu'elle s'inquiète devant la grave dégradation des libertés dans notre pays. Cette dégradation a été marquée par l'attaque contre la CFDT*».

En invitant Maire, Chirac prétendait montrer que malgré les inculpations, la politique libérale de concertation se poursuivait. Il a insisté sur le fait que le gouvernement ne s'en prenait pas à la CFDT dans son ensemble ! Il ne manque pas de culot, alors que le syndicat a été particulièrement visé, non seule-

## UN 48<sup>e</sup> INCULPÉ PAR LA COUR DE SÛRETÉ

Il s'agit d'André Durr, membre de Information et Droit des Soldats (IDS) qui avait été interpellé et gardé à vue, lors de la vague de perquisitions. Le juge Gallut lui a transmis une convocation pour le 15,

ment à travers ses militants inculpés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, mais aussi à travers de nombreux syndicalistes, combattifs dans la lutte et chassés de leur entreprise (Paris-Rhône), sans parler des perquisitions chez les délégués de Blaupunkt sans aucun rapport avec le mouvement des soldats.

Face à cela, Maire tout en protestant a opposé une attitude défensive : «*Nous n'avons pas fait plus que les autres syndicats et organisations de «gauche», a-t-il déclaré. C'est justement ce que vous reprochez les travailleurs, à propos de votre alignement sur l'union de la gauche à la veille de Noël, M. Maire, lorsque vous avez déclaré que nous ne défendriez les inculpés CFDT qu'à la condition qu'ils aient suivi votre ligne !*

au cours de laquelle lui sera notifié son inculpation. D'autre part, c'est demain qu'expire le délai légal après lequel Gallut doit répondre à la demande de mise en liberté provisoire déposée par les avocats des emprisonnés. Donc, peut-être du nouveau demain.

# "LA DICTATURE DU PROLETARIAT, C'EST DEPASSE"

«Il n'y a pas de chômage en Union Soviétique et dans les pays socialistes», dit-il encore. La preuve ? «*La RDA fait venir des travailleurs algériens*» ; quel aveu ! N'est-ce pas une des caractéristiques des pays capitalistes ? Marchais a tout de même réussi un tour de force : parler des libertés, qu'il prétend défendre, sans un mot sur les syndicalistes et les soldats inculpés, sur les licenciements des délégués, sur l'intervention des flics contre les usines occupées. Certes, il a une excuse pour cet «oubli» : les journalistes ne lui ont pas posé cette question !

Par contre, on a entendu Marchais sur le 22<sup>e</sup> congrès. Il devra confirmer que «*la dictature du prolétariat, c'est dépassé*». Le raisonnement est simple. Le mot «dictature» a une «signification insupportable» et le «prolétariat» ne réunit pas «tous les salariés».

De quoi donc Marchais, comme tous les réactionnaires, a-t-il peur ? Du prolétariat ! C'est un aveu révélateur. Voilà ainsi rayé d'un trait, et sans aucune justification, un des acquis de la Révolution d'Octobre, et de la construction du socialisme en Chine et en Albanie. Le pouvoir des ouvriers et des paysans pourrait-il subsister un seul instant s'il ne réprimait pas fermement toutes les tentatives que les anciens exploités ne manqueraient pas de susciter pour restaurer leur pouvoir. Le pouvoir des ouvriers et des paysans pourrait-il s'instaurer et se maintenir, si le peuple ne renversait pas l'appareil de dictature

de la bourgeoisie, et s'il n'exerçait pas sa dictature sur les anciennes classes réactionnaires, ce mouvement allant de pair avec un élargissement des libertés pour le peuple ! Cela n'est visible-ment pas le problème de M. Marchais et du capitalisme d'Etat qu'il veut instaurer : l'actuel appareil d'Etat, avec son corps d'officiers réactionnaires, ses CRS, etc. convient parfaitement au P.C.F. pour instaurer son pouvoir.

Un intermède dans cette émission nous emmène en Italie. On y découvre Pajetta, un dirigeant du PCI qui s'agenouille, qui supplie la Démocratie Chrétienne d'admettre le PCI dans une coalition gouvernementale. Et les révisionnistes italiens ne ménagent pas leurs efforts pour prouver leur bonne volonté. Avec l'apparition du choléra à Naples, ils n'avaient absolument pas incriminé la responsabilité de la municipalité démocrate chrétienne car alors «*l'ennemi était le choléra*», Pajetta précise même que la «*Démocratie Chrétienne aujourd'hui ennemie, peut devenir demain une alliée*» !

Il faut dire que c'est déjà le cas puisque le PCI, dans certaines régions de l'Italie, fait partie de coalitions avec la Démocratie Chrétienne. Non la Démocratie Chrétienne n'est pas réactionnaire, «*il vaut mieux dire modérée*», déclare Pajetta tout en finesse ; Marchais est-il surpris de cette appréciation ? Non, puisqu'il considère que «*pour l'Italie*», c'est assurément le moyen de parvenir au «socialisme». C'est tout dire sur ce que les révisionnistes peuvent mettre sous ce mot.

# en bref

## manifestation des travailleurs flamands contre le roi Baudoin

La tempête qui a ravagé le nord de l'Europe ces derniers jours, a fait environ quinze mille sinistrés en pays flamand. Le roi Baudoin qui visitait les régions sinistrées a été pris à parti par des centaines d'ouvriers et de paysans : «*Depuis un quart de siècle, on savait que la catastrophe devait se produire un jour ou l'autre ; les digues n'étaient pas assez solides ; les autorités n'ont rien fait*». Criant leur colère, levant le poing, les manifestants réclamaient : «*On dit que l'armée est venue nous secourir et on ment ; donnez-nous du pain*».

## Les ennus judiciaires des patrons

Il y a à l'origine de cette affaire une première escroquerie. Les démarcheurs d'une société de vente de meubles avaient fait signer à des particuliers, pour des achats de meubles plusieurs demandes de crédit. Ils expliquaient que c'était nécessaire au cas où certaines sociétés de crédit refusaient d'accorder les crédits demandés. Ensuite la société Marlinge remplissait toutes les demandes et les présentait à plusieurs sociétés de crédit, obtenant ainsi plusieurs crédits pour une même marchandise. Les sociétés de crédit ne pouvant récupérer leurs traites auprès de la société Marlinge, une plainte était déposée, le directeur inculpé. La société interprofessionnelle du crédit étant parmi les sociétés escroquées par Marlinge décidait de récupérer les sommes perdues en les réclamant aux particuliers abusés par Marlinge.

**UNIMEL (Besançon)**

# sans lutte contre la répression, pas de lutte pour les revendications

Mardi, la majorité des travailleurs d'Unimel reprenaient le travail après deux semaines de congés, sauf un, licencié la veille des vacances sans préavis...

A la porte de l'usine, pas de tracts syndicaux, seul le PCR (ml) ne s'est pas dérobé devant ses responsabilités : un travailleur licencié, même si on n'a pas toujours les mêmes idées que lui, il faut le défendre ! A 10 H, les travailleurs débrayent, sans mots d'ordre syndicaux, ils sont rapidement plus de 60 à vouloir monter à la direction. On cherche les délégués syndicaux, pas un ne veut se déranger : «On a trop de travail, on ne peut pas s'en occuper pour le moment».

Les travailleurs qui avaient encore confiance en ces délégués sont écourés, des cartes sont déchirées. Le patron constatant une fois de plus que les délégués ne font pas obstacle à ses manœuvres, veut marquer un grand coup. Avec la feuille de paye, chacun reçoit une note d'information (mettant en cause notamment le PCR) qui, prétextant du recours aux

Prud'hommes contre les licenciements, considère que maintenant l'affaire n'est plus de son ressort mais de la «Justice»...

Au changement d'équipes de l'après-midi, l'animation est vive à la porte de l'usine. Ceux qui sortent commentent les événements et assurent leurs camarades de leur soutien. Mais les ouvriers ne sont pas seuls, le patron en personne se cache dans la guérite du gardien et il a appelé les «Renseignements Généraux» en renfort.

A 18 H, réunion locale CFDT où l'on prépare le meeting du soir pour la libération des inculpés. Des syndiqués viennent demander des comptes : Jussiaux, secrétaire de l'UL en prison et les licenciements des ouvriers combattifs, n'est-ce pas la même politique ?

Finalement on découvre que non contents de ne rien faire contre ce licenciement, les délégués d'Unimel CFDT ont préparé un tract pour attaquer l'ouvrier licencié et ceux qui le défendent. De la première phrase «Nous dénonçons

les travailleurs...» à la fin, pas un mot pour le défendre, au contraire ! En réalité, ce tract scandaleux est révélateur, élaboré en dehors des syndiqués, avec des calomnies contre le débrayage («ils n'étaient qu'une dizaine») a fait bondir tout le monde. «La CFDT, c'est pire que le PCF» déclarait un ouvrier. «Il faut empêcher la distribution de ce tract et que la section se réunisse» disent de nombreux syndiqués. Pour le moment, la mobilisation continue pour imposer la réintégration de ce travailleur licencié.



**UN MILLIER DE PERSONNES AVEC CEUX DE JAOUEN**

Un millier de personnes ont participé à un fest-noz de soutien aux travailleurs de chez Jaouen, qui luttent depuis plus de trois mois pour conserver leur emploi. Ils ont repris la production de charcuterie et la vendent pour tenir le coup financièrement. Le succès de cette fête prouve qu'ils peuvent compter sur la solidarité des travailleurs du pays Bigouden qui refusent l'assassinat de leur région.

**MANUFACTURE BRESTOISE DE CONFECTION : 25 TRAVAILLEURS SUR 28 LICENCIÉS : ILS OCCUPENT**

Les travailleurs de la Manufacture Brestoise de Confection occupent depuis deux jours leur entreprise. Le patron, après avoir payé le salaire de novembre avec trois semaines de retard, et seulement un acompte de 500 F pour celui de décembre, avait annoncé 25 licenciements... sur 28 travailleurs ! Ils ont aussitôt décidé d'occuper, sans attendre la décision de l'Inspection du Travail. Le patron refuse toujours d'annuler sa demande.

Les ouvriers de la SIB (Société Industrielle du Bois), à Saint-Nicolas de Redon, occupent eux aussi leur entreprise pour s'opposer à 85 licenciements.

le «comité de lutte contre le chômage et la répression» de Mistral (Grenoble) appelle à une **RÉUNION PUBLIQUE** le vendredi 9 janvier à 20 H 30 «maison pour tous» de Mistral (grande salle)

**IMPRIMA-St ROMAIN EN GIER (Rhône)**

## 'il faudrait élargir la lutte'

Les délégués au Comité d'entreprise ont refusé les 95 licenciements déjà prévus. 278 ouvriers reçoivent à partir d'aujourd'hui leur lettre de licenciement, pour dans deux mois.

Lundi, à Imprima, les travailleurs bloquent pendant plus de deux heures l'autoroute A47 à hauteur de l'usine. C'était une initiative des travailleurs, reprise par l'UL-CGT. En peu de temps, c'est l'embouteillage, 4 kms de bouchon, installation d'une déviation par les CRS. Qu'en pensent les travailleurs d'Imprima ? Nous en avons rencontrés quelques uns : «Des actions comme celle-là, ça serait valable si on continuait après, mais à quoi ça sert de bloquer l'autoroute un après-midi et de reprendre le boulot le lendemain matin ? La semaine prochaine on ressortira encore une fois pour faire un coup d'éclat et comme ça pendant deux mois pour au bout du compte se faire foutre dehors quand même».

Des coups d'éclat à l'extérieur, même répétés, ne gêneront pas le patron alors même qu'il n'y a pas de perspectives de lutte à l'intérieur de l'entreprise, pas de véritable bataille pour le maintien de l'emploi. La direction de la CGT aux mains du P«C»F a dit clairement : «On n'empêchera pas les licenciements, ce qu'il faut, c'est se battre pour avoir les 90 %». Face à ça, le défaitisme gagne parfois les travailleurs d'Imprima : «Après

tout, on n'y peut peut-être rien, on n'empêchera pas la restructuration c'est toute l'imprimerie qui est touchée». «On ne peut pourtant pas compter sur leur programme commun pour changer quelque chose». Et on parle des luttes des autres travailleurs du livre, de Caron, de Chaix, etc, mais aussi de celles des travailleurs des autres boîtes

de la région. «Pour tenir, il faudrait tout de suite élargir la lutte, prendre contact avec d'autres gars de l'imprimerie en lutte et aller voir aussi les gars des usines de Givors, il y en a des tas qui ont annoncé des licenciements pour 76, et ça risque de partir d'un jour à l'autre».

Correspondant Lyon

### Parisien Libéré : le torchon d'Amaury essuie le pavé

Les transporteurs privés du Parisien Libéré ont bien des difficultés ces temps-ci à l'acheminer. La semaine passée, 6 000 exemplaires s'étaient déjà volatilisés. Mardi, une camionnette a disparu avec son contenu à Colombes. A Pontoise, 13 500 exemplaires ont été détruits et à Verberie, dans l'Oise, 3 000 numéros se sont retrouvés dans le caniveau.

Les travailleurs du Parisien Libéré, malgré l'opposition de la direction révisionniste de la FFTL à de telles actions, se rappellent ainsi au bon souvenir d'Amaury et montrent qu'ils sont décidés à continuer leur lutte pour s'opposer à leur licenciement.

### Louhans : une première victoire

Les cent travailleurs de l'usine métallurgique de Gresse, à Louhans, en Saône-et-Loire, viennent de reprendre le travail après avoir mené la lutte depuis Noël. La grève visait à s'opposer à cinq licenciements. Aujourd'hui, ils viennent de remporter une première victoire en obligeant le patron à supprimer ces licenciements. Leurs cinq camarades, après un stage de formation professionnelle, réintégreront l'entreprise. Il est à prévoir que le patron tente différentes manœuvres pour remettre en cause ce premier acquis des travailleurs. Il risque de trouver les travailleurs sur sa route.

## en bref

### Berliet Venissieux : tentative d'intimidation patronale

La direction Berliet veut couper court à la combativité qui se développe sur la ligne 1. Cette combativité s'est manifestée ces 15 derniers jours par un débrayage contre le manque de sécurité dû aux cadences, et par une action pour le droit au casse-croûte (voir QdP du 7 janvier). Ce sont maintenant 15 travailleurs de la ligne ayant participé à l'action pour le casse-croûte, qui ont reçu un avertissement (le secrétaire de la section CGT n'en ayant finalement pas eu). Les travailleurs se mobilisent pour exiger la levée des sanctions, ce que la direction refuse catégoriquement jusqu'à présent, et l'amélioration des conditions de travail : quart d'heure de casse-croûte, et baisse des cadences.

Correspondant Lyon

### Les travailleurs bretons attendent Chirac

Ainsi, le premier ministre, Chirac, se rend en Bretagne, les 16 et 17 janvier. Avant-hier, c'était aux pêcheurs bretons à signaler qu'ils entreraient en grève 24 h. Depuis, la riposte à cette venue gagne en ampleur : à Brest, Quimper et Rennes, les travailleurs de la région ont prévu de manifester avec leurs organisations syndicales CGT et CFDT. Le voyage d'étude que se propose de faire Chirac sur les questions de l'agriculture, la pêche, l'industrialisation, risque d'être mouvementé.

### AIR FRANCE

### LA DIRECTION «TAXE» LA GRÈVE ; LE P«C»F LA RENIE !

Hier s'engageait le procès intenté par la direction d'Air France aux syndicats CGT et CFDT, suite à la lutte menée par les travailleurs d'Air France, pendant 7 semaines. On sait, que la direction réclame 1 milliard d'anciens francs

été votée, c'est parce que les travailleurs l'ont votée démocratiquement». Ce qu'ils essaient d'expliquer à la bourgeoisie, c'est que s'ils avaient pu éviter cela, ils l'auraient fait ! Les choses sont donc claires : pour eux, la répression



aux syndicats. Cette «demande» parallèlement aux attaques nombreuses contre les travailleurs ces derniers mois (manifestations réprimées, perquisitions), montre la volonté de la bourgeoisie de limiter considérablement les libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière et notamment le droit de grève. Hier, le P«C»F, dans «l'Humanité» abordait la question. S'agissait-il pour lui de mener la lutte contre ses attaques ? Non pas !

Tout l'article s'efforce au contraire de montrer qu'à la tête du syndicat CGT d'Air France, comme dans les autres luttes d'ailleurs, leur but n'était pas de défendre à tout prix les revendications des travailleurs, mais bien au contraire de d'abord «défendre l'entreprise nationale». «Nous n'avons occupé que 3 jours et encore, si l'occupation a

n'est pas justifiée, puisque leur seul souci c'était de faire comprendre au gouvernement que s'il laissait la compagnie aux mains des boîtes américaines, c'était autant de perdu pour «l'intérêt national», entendez la bourgeoisie française !

Beau témoignage de la «résolution» des révisionnistes face aux attaques de la bourgeoisie contre les libertés démocratiques que ces jérémiades contre l'action ouvrière... Il faut dire que dans la lutte même d'Air France, on les a vus à l'œuvre : à Belle-Epine, par exemple, lors d'une des principales manifestations, c'est déjà eux qui ont offert, littéralement, aux flics venus pour bloquer le cortège un cordon contre la colère des travailleurs !

Richard FEUILLET

**international**

**les commissions de quartier**

(Recueilli par Hélène VARJAC)

**Espagne**

**"la volonté de se battre ..."**

**Getafe : à environ 12 km de Madrid, sur la route de Tolède. Banlieue ouvrière.**

— Qu'est-ce qu'une commission de quartier ?  
 — Une commission de quartier, c'est une forme d'organisation clandestine qui complète les commissions ouvrières en intervenant sur d'autres points. Car le fascisme, ce n'est pas seulement l'étouffement des libertés les plus élémentaires, ni l'exploitation des ouvriers à l'usine ; il investit tous les aspects de la vie des gens, impose une détérioration permanente de la qualité de vie. C'est en faisant le lien entre ces aspects, qu'on peut montrer que le fascisme n'est pas seulement quelques excès, mais le système d'exploitation choisi par l'oligarchie dans notre pays.  
 — Sur quels problèmes intervient la commission de quartier ?  
 — Un premier pas a été accompli avec la création d'une plate-forme unitaire qui définit ces points : problèmes de santé (insuffisance d'hôpitaux), absence d'écoles, de centres de loisirs et de sports,

prix des transports, etc... Avec le développement du chômage, on essaie de lutter pour la formation professionnelle, pour des cours du soir, des indemnités.  
 — Comment travaille une commission de quartier ?  
 — Tu vois, la commission ne regroupe que des représentants des groupes qui interviennent chacun sur un secteur, elle est très clandestine ; c'est elle qui planifie le travail de chaque groupe pour unifier le travail de tout le quartier. Elle permet l'articulation du travail légal et illégal. Chacun de nous travaille dans une organisation légale : associations de voisins, de parents d'élèves, de ménagères, de clubs de famille, clubs de jeune, cercles culturels, etc... Ces associations sont en principe autorisées, mais leur légalisation est très difficile à obtenir : nous, on a attendu 3 ans, et évidemment, elles peuvent être dissoutes n'importe quand. C'est en tout cas un bon moyen pour avoir des liens avec les gens du quartier, ce qui est plus difficile que pour les camarades ouvriers.

Nous en ce moment, on a lancé une campagne sur les transports, à cause de l'augmentation des bus, et parce que notre quartier est très mal desservi. Le travail légal consiste simplement à rédiger, dans le cadre d'une association légale quelconque, une pétition contre la hausse, pour de meilleures conditions de transports, et à la faire signer massivement (plus de mille) par le porte à porte. Ça, on y est arrivé. Ensuite, une délégation de gens du quartier a décidé de la porter à la mairie. On sait très bien que ça ne sert à rien, mais il faut que les gens du quartier en fassent l'expérience. Nous ferons connaître largement la fin de non-recevoir des autorités, et nous déterminerons d'autres actions, des manifestations, etc...  
 Simultanément, nous menons le travail illégal : distribution de tracts, auto-collants, etc... Mais le contenu est très différent de celui de la pétition : c'est là que nous expliquons que la hausse n'est pas fortuite, mais due à l'oligarchie, que la monarchie de Juan Carlos est



une nouvelle manœuvre, de celle-ci pour conserver le pouvoir. En ce moment, il y a beaucoup à dire sur la «crise» : c'est la raison

cela ; nous organisons des réunions clandestines là-dessus avec les gens contactés par le porte à porte légal ; c'est une première manière de les associer au travail de la commission de quartier ...  
 — Quelles forces politiques réalisent ce travail de quartier ?  
 — Le parti de Carillo est totalement absent de ce travail. Dans le temps, il avait créé sa propre organisation de ménagères baptisées «Femmes Démocrates» ; il n'y faisait que du travail légal. Aujourd'hui, c'est devenu une organisation fantomatique, qui existe seulement par une signature au bas des documents de la Junta. L'ORT travaille beaucoup dans ces commissions de quartier, le MCE seulement dans les cercles culturels. Ce qu'il faudrait maintenant, c'est arriver à coordonner ces commissions, non seulement au niveau de la zone, mais plus largement et de manière permanente. Ce n'est pas facile, mais la volonté de se battre qui existe très fortement dans les quartiers ouvriers en fait une nécessité.

**le racisme au quotidien**

**"Monsieur va écrire au peuple"**

Camarades, vous trouverez ci-joint un petit article. Il est inconcevable qu'un tel racisme puisse encore exister. Mais c'est hélas une réalité bien triste pour nos camarades immigrés et pour tous les gens du peuple. Ce qu'on a fait (cf l'article) est un cas de riposte spontanée de gens du peuple contre la division et l'exploitation ; la division raciste pour accroître l'exploitation capitaliste.  
 un OS de Fives Cail Babcock

**SAMEDI 0 HEURE 30**

Nous sommes cinq à demander une place pour entrer au dancing : «la barq'à Jac» à Pecq en Belgique. La caissière accepte quatre places et demande les papiers à un copain d'origine algérienne. Pourquoi ses papiers et pas les nôtres ? demande-t-on. Ordre de la direction, les Algériens, les Tunisiens, les Marocains sont interdits dans l'établissement ; on gueule au racisme.

**0 HEURE 35**

Deux flics de l'établissement arrivent ; nous on se casse, on ne reste pas avec des racistes ! En sortant, on rencontre une vingtaine de jeunes belges et immigrés. N'entrez pas camarades c'est une boîte raciste ; on discute et on se dit on ne peut pas laisser passer ça. On rentre et on essaye de passer. Il y a maintenant un sorteur-armoire-à-glace, les flics privés et des portiers de renfort. On demande la loi qui précise qu'on peut refuser l'entrée à un groupe ethnique ! On nous la donne ; alors on se dit, si la loi est raciste, on se passera d'elle !

**0 HEURE 45 ENVIRON**

La direction arrive, le dénommé Moustache n'a pas dû bosser souvent ! Il refuse l'entrée à nos ca-

marades immigrés. Alors on dit : on ne part pas d'ici, appelez les flics, on s'expliquera, mais pas question d'oublier ça et de partir. En attendant nos amis les bêtes (brigade de Mouscron) ça discute dans tous les sens.  
 — Je suis ouvrier français et en tant qu'ouvrier pas question de laisser le racisme s'installer. Les immigrés sont comme nous des ouvriers !

**1 HEURE DU MATIN**

Les flics belges arrivent, c'est le même cirque qu'en France ! On crâne, on sort la matraque, un camarade immigré est embarqué brutalement. On demande à partir tous. On est déterminé à porter plainte pour propos et faits racistes.  
 Un flic privé à un flic d'Etat :  
 — Monsieur a dit qu'il écrirait au Quotidien du Peuple ! Monsieur va écrire au peuple !  
 Le flic du roi :  
 — On va l'embarquer  
 Le français :  
 — Parfaitement, je porte plainte et on ira jusqu'au bout.  
 Débordés les flics nous indiquent la route de la gendarmerie de Mouscron.  
 — Si vous voulez y aller, allez-y, nous on a d'autres choses à faire. On y va tous en bagnole !

**1 HEURE 30**

On arrive à la gendarmerie on est huit «hors la loi anti-raciste». Là, on s'installe et on discute : un travailleur tunisien aux flics :  
 — Toutes les boîtes de la côte nous sont interdites, si c'est le même dans notre région, continuez comme ça et dans deux ans c'est la révolution ici.

Individuellement les flics reconnaissent qu'on a raison. On nous dit que le dancing fait partie d'une chaîne, propriété d'Ada-



mo, de Frédéric François et de Marc Harrian ! Les flics escamotent les dépositions :  
 — Refus d'enregistrer une plainte contre les flics privés (ils ont demandé nos papiers et ont déchiré une carte)  
 — Refus d'enregistrer les témoignages de leur brutalité envers un camarade immigré.  
 — Refus d'enregistrer les déclarations sur les politiques d'immigration des Etats français et belges mises en accusation par un ouvrier français.

**5 HEURE 30**

On est relâché. On était venu pour danser et pour s'amuser, on se retrouve au poste. Mais tout le monde est d'accord, c'était juste de ne pas se laisser faire. On échange nos adresses on se reverra à Lille. On ira aussi chez le procureur du roi du palais de «Justice» belge. On retournera au dancing et on recommencera contre les établissements racistes de ces Messieurs les chanteurs de la bourgeoisie, les Adamo, Frédéric François, Marc Harrian et autres

des ouvriers et travailleurs belges, immigrés et français

**Lecanuet justifie l'existence de la Cour de Sûreté de l'Etat**

Avant d'être membre du gouvernement, Lecanuet affirmait son opposition à l'existence d'une juridiction d'exception comme la Cour de Sûreté de l'Etat. On attendait donc avec intérêt qu'il prenne position pour la levée des inculpations des appelés et des syndicalistes devant la Cour de Sûreté de l'Etat. Ce n'est pas dans ce sens qu'il vient de se prononcer. Le garde des sceaux ne préconise plus qu'un «aménagement» de la compétence de la Cour. Il n'est nullement question pour Lecanuet de réclamer la suppression de cette juridiction qu'il «dénonçait» avant d'être ministre de la justice. Il est vrai que son opposition était surtout motivée par le fait que la Cour de Sûreté de l'Etat avait jugé et condamné certains membres de l'OAS pour lesquels il aurait sans doute voulu plus d'indulgence.

**près de 50 000 logements sans eau courante dans la région parisienne**

Un rapport de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région parisienne confirme la part croissante que prennent dans Paris les appartements de luxe et la diminution des «logements sociaux». (20 % en 5 ans).  
 Il révèle également que 1 171 000 logements ne disposent pas du confort minimum (eau, w.c., baignoire ou douche) que plus d'un million sont surpeuplés et que près de 50 000 logements n'ont même pas l'eau courante.

**«deux poids, deux mesures»**

Sur une affiche placardée à l'ANPE de la Roche-sur-Yon, j'ai lu :  
 «Recrutement d'Inspecteurs de la Police Nationale : traitement mensuel net au 30 septembre 1975,  
 Elève.....2 500 F  
 Stagiaire.....2 650 F  
 Inspecteur de police...2 800 F à 4 400 F  
 Inspecteur principal...3 450 F à 4 550 F»  
 L'Etat capitaliste paie grassement ses mercenaires, dernier rempart de la défense du Capital. Par contre ceux qui produisent les richesses du pays sont loin de gagner de pareilles sommes d'argent : d'après l'INSEE, «plus du quart des salariés de l'ouest gagnent moins de 1 300 F net, par mois». Et «dans les pays de Loire, 42 salariés sur 100 gagnent moins de 1 500 F net par mois dont 27 % à moins de 1 300 F».  
 L'exploitation, je dirais même la surexploitation, des travailleurs ruraux n'est pas un mythe mais bien une réalité ; le pouvoir lui-même donne les chiffres !  
 Correspondant local

**bloc-notes**

**LES BOURSES SCOLAIRES**

**BOURSES NATIONALES D'ETUDES SECONDAIRES POUR L'ANNEE 1976-77**

Le dernier délai pour le dépôt des demandes de bourse pour l'année 76-77 est fixé au 31 janvier 1976. Les parents d'enfants scolarisés

appliqués aux ressources déclarées. Un certain nombre de charges familiales sont prises en considération et évaluées en points.

Exemple : famille avec un enfant à charge : 9 points. Pour le 2ème enfant + 7



qui voudraient en faire la demande doivent retirer l'imprimé auprès du chef d'établissement où est leur enfant et le lui remettre une fois rempli.

point, pour le 3ème enfant + 2 points, Père ou mère élevant seuls les enfants + 3 points, etc...

Donc il ne faut pas oublier de mettre sur la feuille de demande toutes les difficultés et charges de la famille qui peuvent être comptabilisées en points.

Les bourses scolaires sont calculées en fonction des ressources de la famille. Les revenus qui doivent figurer sur l'imprimé de demande sont ceux qui ont été déclarés en 1975 donc ceux qui correspondent à l'année 1974. Si il y a une diminution sensible des ressources pendant l'année 1975, les ressources de 1975 pourront être prises en considération si la famille fournit les justifications.

**BOURSES POUR LES ENFANTS DE CHÔMEURS**

Une circulaire du 28 novembre 1975 du ministère de l'éducation nationale prévoit que des bourses provisoires peuvent être accordées aux enfants de salariés privés d'emploi en tenant compte de la situation actuelle des ressources de la famille. Elles peuvent être accordées à n'importe quel moment de l'année.

Font partie des ressources les traitements, salaires, pensions, retraites mais non les prestations familiales et autres aides matérielles. Les abattements de 10 et 20 % prévus par la législation de l'impôt sur les revenus sont

Cécile RIVAINÉ

**dans notre courrier**

**UN FILM BIEN SIGNIFICATIF**

A Besançon, dans le cadre du festival soviétique contemporain : «3 journées de Victor Tchenichev» (1968).

Cela commence par le réveil laborieux d'un jeune qui sans grand enthousiasme, se traîne de la salle de bain aux toilettes, puis à la cuisine où il prend un petit déjeuner d'un air dégoûté, tout en dédaignant la conversation des autres membres de la famille. Le tour est donné pour tout le film.

A l'usine, c'est la même attitude : des contremaîtres poussent Victor à l'ouvrage ; il n'est pas seul à se faire tirer l'oreille et des responsables circulent dans les ateliers en quête de volontaires pour le cross du dimanche, ou la corvée de patates en Kholkoz, ou encore l'enterrement d'un camarade volontaires qu'ils désignent d'office en fin de compte.

Puis le Parti convoque les responsables pour une réunion extraordinaire ; un problème grave : une dispute entre un jeune cadre et un ouvrier. Chacun se fiche de la décision que l'on doit prendre. Le souci des participants convoqués, c'est de partir le plus vite possible chez soi. Donc un blâme à chacun et cela conclut l'affaire après une vive altercation entre les deux accusés.

Après c'est la rue, où les garçons se retrouvent en bandes, voilà leur domaine pour imaginer comment se procurer de l'argent pour la boisson, et les moyens ne sont pas très reluisants. Désœuvrés, ils se traînent d'un bal à un bar, d'un coin de rue à l'autre ; des bagarres éclatent entre eux. Si un de leurs ainés ou un passant leur montre sa réprobation, ils l'insultent ou le rossent à plusieurs.

C'est ainsi que la nuit se termine au poste de police.

Un instant, la leçon du passé touche un jeune : son père serait-il mort à la guerre pour rien ? Le film qu'il va voir par hasard ce soir-là lui donne un moment de honte et la velléité de l'acte héroïque. Le souvenir de son grand-père l'attendrit et il lui fait parvenir une montre en cadeau.

Le public - en grande partie des militants du P(C)F - en avait gros sur le cœur.



«C'est pas la joie, vraiment !» «Faut pas venir ici pour se remonter le moral!». Une spectatrice pour réagir, avance : «C'est bien qu'ils aient le courage de montrer leurs problèmes. Et c'est normal qu'ils en aient, comme partout !» Plus d'un militant refusera d'admettre cela et réfléchira

sur la nature de cette société qui, d'une part, produit les mêmes phénomènes sociaux que chez nous et d'autre part énonce ces phénomènes sans en montrer les causes et n'a guère de perspectives d'avenir si ce n'est les leçons de morale ou... les camps de travail !

Ce film est un cri d'alarme jeté à l'intention des spectateurs russes. Mais pour quoi faire ? Apparemment, les culpabiliser : «Cessez d'être la honte du pays, soyez de bons enfants, la patrie vous le rendra».

Et le parti, alors ? A l'écoute des masses ? Capable de se saisir des idées justes pour transformer la réalité ? En tout cas ce n'est pas ce que montre le film.

Un festival à suivre, qui peut ouvrir les yeux de cer-



tains militants du P(C)F sur ce qu'est le révisionnisme. Le prochain film annoncé pour le 20 janvier : «Point, point virgule» : une école où un gamin rêve à autre chose qu'à la leçon d'électricité ou de physique. Dégoûté de l'école, il se tourne vers la nature, la rue... Correspondant

**feuilleton**

**LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory**

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

**PLUS D'UN SIECLE DE LUTTES DANS LES MINES**

**1940-1944 : LA RÉSISTANCE**

Dans le bassin minier, règne la faim, le ravitaillement est quasi inexistant. Au début de l'occupation, l'armée allemande espère s'attirer les sympathies de la population en passant avec une roulante, le dimanche, dans les corons, pour une distribution gratuite de pâtes, de pommes de terre, de viande, tout ça au son des fifres et des tambours. C'est mal connaître la population : la plupart des familles de mineurs refusent et claquent la porte au nez de

l'occupant, les rares qui acceptent se font conspuer.

Dans certaines localités, c'est le cinéma qui devient un lieu de manifestation. Les bandes d'actualité pro-allemandes sont accueillies chaque fois par des bordées de sifflets, à tel point qu'en plusieurs endroits comme Bully-les-Mines, l'autorité d'occupation oblige les cinémas à marcher toutes lumières allumées. Ailleurs, c'est des attroupements qui se forment sur les places, pour voir des jeunes cracher sur les affiches nazies.

En plusieurs points du bassin minier, des mineurs communistes, retour de l'armée en dérouté, qui, avant-guerre étaient souvent responsables syndicaux dans leur localité, rassemblent leurs camarades

et prennent l'initiative de remettre sur pied des organisations de base du P(C)F, ils sortent les premiers journaux ronéotypés clandestins comme «La Vérité» à Harnes, avec Debarge ou «L'Espoir» à Carvin, avec le mineur Dubois, qui appellent à la Résistance.

Lorsqu'arrivera la directive centrale du Parti Communiste de passer au sabotage et à la lutte armée contre les nazis, dans le pays noir, on n'est pas pris au dépourvu, car ce sabotage et cette lutte armée on les a entrepris depuis longtemps. Presque depuis le premier jour de l'occupation, on est passé à l'action directe, souvent à l'initiative de jeunes militants et de cadres locaux du Parti Communiste.

Au fond de la mine, les wagonnets parcourent l'immense réseau des galeries en portant ces inscriptions : «pas de ravitaillement, pas de charbon !» et «pas de charbon pour les boches !». Durant toute la guerre, les mineurs luttent pour réduire la production de charbon, afin d'obtenir satisfaction pour leurs revendications immédiates, et pour réduire

une source d'énergie directement utilisée par le potentiel de guerre allemand.

Les mineurs recourent à des procédés très variés pour saboter la production. On intervertit volontairement les étiquettes sur les chargements de bois destinés au soutènement pour qu'ils n'aillent pas dans les tailles prévues : résultat, des bois de 2 mètres sont envoyés dans des tailles de moins d'un mètre de haut, alors que pour des tailles de près de 2 mètres, on se retrouve avec des bois d'un mètre. On met du sucre dans les moteurs des tapis roulants pour les bloquer. On ferme à moitié les vannes d'air et les mineurs refusent alors de travailler dans «ces conditions». Des câbles électriques souterrains sont sectionnés. D'autres fois, les mineurs taillaient le tapis roulant qui charrie le charbon abattu : celui-ci se déverse alors au cours du trajet.

En même temps, les mineurs récupèrent au fond des puits tout ce qui peut servir pour les attentats au jour. Les mineurs sont, par leur travail amenés à utiliser les explosifs surtout

ceux qui ouvrent les voies à la dynamite, les «buqueux». Ainsi, on récupère les «boîtes à buquer», boîtes électriques servant à déclencher les explosions dans les voies. On récupère en même temps la dynamite : des mineurs en remontent dans des boîtes de conserves, parfois c'est toute une organisation au fond qui se charge de la récupération, certains sont uniquement chargés de voler les cartouches de dynamite et de les cacher dans des tubes d'arrosage dont on bourre à l'argile les extrémités. D'autres se chargent de récupérer les tubes qui portent un signe convenu, puis d'autres répartissent la remontée de la dynamite, tout cela permet de brouiller les pistes. L'enquête est d'autant plus difficile que les Feldgendarmes n'osent pas s'aventurer sur les lieux. Parfois, lorsqu'un vol de dynamite s'est produit ou bien pour rechercher des prisonniers évadés, ils descendent au fond du puit mais, ils ne s'écartent jamais de plus de quelques mètres, de la cage de descente, tout recoin d'ombre des galeries peut cacher quelqu'un qui leur règlera leur compte.

(à suivre)

**télévision**

**programme**

**VENDREDI 9 JANVIER**

**TF 1**  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - au théâtre ce soir UN FIL A LA PATTE  
22 h 35 - ARCANA : Edgar Varèse  
23 h 30 - JOURNAL et fin

**A 2**  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SIMPLICIUS SIMPLICISSIMUS  
21 h 30 - APOSTROPHES  
22 h 35 - ciné-club JE SUIS UN ÉVADE  
0 h 10 - JOURNAL et fin

**FR 3**  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
20 h 30 - VENDREDI  
21 h 20 - les dossiers noirs AL CAPONE  
22 h 10 - JOURNAL et fin

**SAMEDI 10 JANVIER**

**TF 1**  
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS (Guy Lux)  
15 h 05 - TOURNOI DES 5 NATIONS Rugby Ecosse - France  
18 h 50 - MAGAZINE AUTO-MOTO  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - NUMERO UN : MARCELAMONT  
21 h 30 - SHAFT  
22 h 40 - L'OEIL EN COULISSES Magazine du théâtre.  
23 h 40 - JOURNAL et fin

**A 2**  
14 h 55 - RUGBY : Tournoi des 5 nations - ECOSSEFRANCE  
16 h 45 - SKI COURSE DU LAUBERHORN  
17 h 00 - Brésiliens d'Afrique - Africains du Brésil.  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SPLENDUEURS ET MISÈRES DES COURTISANES  
22 h 05 - DIX DE DER  
23 h 25 - JOURNAL et fin

**FR 3**  
19 h 55 - Flash JOURNAL  
20 h 00 - FESTIVAL DU Court Métrage  
20 h 30 - LES PEUPLIERS de la prêtantaine feuilleton.  
21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES.  
21 h 50 - JOURNAL et fin

Il ne faut pas manquer l'émission de FR 3 à 20 h 30 « Service Spécial » portant sur les charges locatives. Des locataires s'opposent sur ce sujet à des propriétaires et dénonceront l'augmentation incessante de cette partie du loyer qui n'entre pas en compte pour le calcul de l'allocation-logement. L'émission peut également apporter des renseignements utiles sur la réglementation des charges locatives. Il est à regretter qu'une émission de cet intérêt passe sur la troisième chaîne que plusieurs régions ne reçoivent pas.

A la même heure TF 1 propose dans « Au théâtre ce soir » une pièce de Feydeau : « Le Fil à la patte ». On y retrouve le triangle conventionnel du théâtre de boulevard : le mari pris entre sa femme et sa maîtresse.

international

dans le désert sahraoui

les enfants nus d'un peuple en armes

SUITE DE LA UNE

Nous avons rencontré des convois de l'armée populaire de libération, de nombreux camions où se trouvaient les hommes que nous n'avions pas vu dans les camps parce que tous étaient au front. «Depuis quelques jours, nous recevons des armes modernes» nous déclare Lamine. Dans les camions, nous avons discuté avec les soldats de l'armée Sahraouis, ils portaient des kalashnikovs neufs (fusils-mitrailleurs). Des véhicules chenillés et d'autres armements venaient de leur être livrés. Par ailleurs d'importantes quantités de vivres et de vêtements étaient acheminés par le Croissant Rouge international.

«Depuis l'attaque par nos forces de l'aéroport d'El Aiun, il y a deux jours les forces armées royales marocaines préparent une offensive d'importance, nous craignons que les campements soient visés» déclare Lamine faisant état de renseignements fournis par des officiers

marocains arrêtés au cours d'opérations.

Dans tous les camps, la vigilance est la plus grande, les patrouilles de nuit sont continuelles, toutes les pistes sont étroitement surveillées à proximité des camps, jours et nuits. Le Front prévoit de s'équiper



en armes anti-aériennes. Nous sommes passés dans des camps qui se déplaçaient pour éviter les bombardements. Les camps sont organisés en une série de campements séparés les uns des autres, certains s'étendent sur plusieurs kilomètres.

«Les jours qui viennent sont décisifs» nous déclara

re Abdel Madjid «Emilio», ancien ouvrier des phosphates de Boukraa qui nous accompagnait au cours de notre voyage, tandis que nous changeons la roue de notre land-rover. «Ou nous mourrons tous ou nous gagnons».

Au nord, le champ de bataille s'étend de Tarfaya à El Aiun, de Smara à Tantan, de Jdiria à Zag. A Tarfaya, la bataille est ininterrompue. Les convois militaires marocains ne passent que très difficilement. Au sud, la bataille est à Aindenteli, Bir Moghreïn, Zouarat, F'derick, toutes les bases maurita-

niennes d'attaque contre le peuple sahraoui, nous apprend un responsable militaire de la région sud, Hamed Ouldkaud, qui combat à Bir Moghreïn. Cette dernière ville, entourée de massifs rocaillieux est de «jour en jour encerclée plus étroitement, les convois ne passent plus, seuls les petits avions peuvent atterrir».

Où la situation du peuple sahraoui est dramatique, les enfants sont nus dans le froid du désert, le repas c'est du riz, du riz à chaque repas avec parfois du vermicelle. Oui, ils ont dû quitter leurs villages, leurs régions devant l'invasion marocaine. Tout cela appelle des campagnes importantes de soutien matériel.

Mais nous affirme une de ces admirables femmes sahraouies qui nous reçoit sous la tente avec une trentaine de ses sœurs : «Ici, nous n'avons pas faim le matin, pas faim à midi, pas faim le soir. Nous voulons l'indépendance».

de notre envoyé spécial

Deux techniciens français ont été faits prisonniers par le Front Polisario à Daora entre El Aiun et la frontière marocaine. Il semble qu'ils devaient se rendre aux mines de phosphate de Boukraa dont la production a été stoppée complètement à la suite d'opération du front. Hassan voudrait tenter de les remettre en activité. Avec le pilote français dont l'avion a été abattu à la Guerra et qui est emprisonné, cela fait trois Français déjà prisonniers du Front : «Nous sommes un pays en guerre et nul ne peut venir sur notre territoire sans notre autorisation» déclare Lamine, responsable aux affaires extérieures du Front Polisario. La présence de techniciens et de pilotes français sur le sol du Sahara aux côtés des troupes marocaines est une nouvelle preuve de l'engagement de plus en plus massif de la France au Sahara.

Sur le socle du mât porte-drapeau du camp de Hafed Bougemaà à Tindouf, cette citation de Ho Chi Minh «Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté».

En arrivant à Tindouf, en Algérie, où nous passons quelques heures avant de filer sur Béchar, nous constatons une grande vigilance à la frontière, plus sensible qu'il y a une semaine à notre arrivée, mais nous ne constatons pas de branle-bas de combat. La

route qui mène à Béchar longe la frontière avec le Maroc : par endroits, elle s'élargit, constituant une piste d'envol ou d'atterrissage. Tout le long de la route, des terrassements, plates-formes prêtes à recevoir des canons. «Nous n'autorisons pas l'armée algérienne à pénétrer en territoire sahraoui» dit Lamine «d'ailleurs, elle ne l'a pas demandé». La libération du territoire sahraoui est l'affaire de son peuple.

Grégoire CARRAT

Liban : LA RÉSISTANCE BRISE LE BLOCUS DES CAMPS

Mercredi, les forces de la Résistance sont entrées en action pour forcer le blocus auquel étaient soumis depuis samedi les camps palestiniens de Tell el Zaater et Jisr Bacha. La bataille, qui a duré tout l'après-midi, et s'est étendue dans la soirée, a mis aux prises 5 000 hommes, au fur et à mesure qu'elle s'étendait sur les quartiers voisins de Ain el Remaneh, Chiah, al Maslakh et la Quarantaine.

Les milices réactionnaires des Phalanges ayant effectué

dans la soirée une contre-attaque avec le soutien d'unités des Forces de Sécurité Intérieures (police) libanaises ont réussi à reprendre dans la soirée une partie du terrain perdu. A deux heures du matin, hier, les combats reprenaient avec la même intensité, après l'échec de la réunion du «comité national pour le dialogue», qui regroupait l'ensemble des forces politiques et la Résistance.

Cependant, le facteur nouveau dans la situation liba-

naise reste essentiellement la déclaration de mercredi du ministre des affaires étrangères syrien, menaçant d'une annexion du Liban au cas où il subirait une «partition» (séparation en deux). On peut s'interroger sur le caractère d'une telle déclaration, qui risque de venir accentuer les contradictions inter-arabes, alors que la récente offensive américaine dans la région semblerait plutôt exiger une mobilisation de toutes les forces encore disponibles contre l'ennemi sioniste.

Espagne

les grèves s'étendent

SUITE DE LA UNE

avait été fixée. Les chauffeurs d'autobus se sont mis à le faire et les gens qui étaient dans ces bus se sont mis à crier «Liberté-solidarité avec les travailleurs du métro». Deux manifestations de quelques centaines de personnes au sud de Madrid de Legazpi et Atocha. 2 000 travailleurs du métro se sont enfermés dans une église du quartier de Vallecas de 17 h à 19 h pour discuter de leurs problèmes. Les revendications : sécurité sociale prise en charge par le métro et une plus grande participation aux bénéfices économiques en particulier à l'augmentation qui a eu lieu en août. Le patronat répond d'attendre la fin de la convention collective en juin prochain et refuse toute discussion tant que la grève continuera.

8 janvier

Deux Assemblées Générales sont prévues. Le maire de Madrid a lancé un appel à la population pour demander de ne pas utiliser les voitures car, en certains points de la ville, les embouteillages sont tellement importants que la pollution atteint des niveaux dangereux. Le Ministre de l'Éducation a fermé toutes les écoles jusqu'au 12 janvier pour éviter ces embouteillages.

Dans la métallurgie, ITT Standard, General Electric, Boetticher-Navarro, ont manifesté à 6 ou 7 km de leurs usines respectives à Villaverde jusqu'au pont de la Princesse où ils ont été dispersés par la police. Les trois centres ITT ont débrayé toute la journée et en particulier les laboratoires de recherche situés

à Baragas. Les ingénieurs qui forment la plus grande partie du personnel ont participé à ce mouvement.

VALENCE

Aux chantiers navals, les travailleurs ont débrayé toute la journée pour leurs conventions collectives.

CORDOBA

Les ouvriers agricoles ont parcouru les rues de la ville en appelant les autres travailleurs à les soutenir. Les ouvriers du bâtiment ont alors cessé le travail, bloquant tous les chantiers, les banques et les commerces ont été paralysés. Le gouverneur de la province a envoyé contre les travailleurs le corps spécial de police.

Iran : le parent d'un condamné : LA FAMILLE EST TORTURÉE DEVANT LE PRISONNIER

Pour protester contre les condamnations à mort décrétées par le Shah d'Iran de 10 militants de l'Organisation des «Combattants du Peuple», 80 étudiants iraniens continuent une grève de la faim commencée le 6 janvier. Nous avons rencontré l'un d'entre eux, membre de la famille de l'un des militants condamnés.

— QdP : Depuis l'arrestation et la condamnation à mort de ton parent, quelle est la situation ?

— R. : Toute ma famille a été arrêtée. C'est toujours comme cela pour les familles des militants et ils sont toujours en prison, même mon jeune frère qui est, lui aussi, sous la torture. Et souvent, la torture des membres de la famille est faite devant le prisonnier. Ils torturent dans un double but : faire pression sur les prisonniers et sur la famille. Ils veulent aussi faire peur aux familles des militants et aux autres, leur prouver ce qui arrive quand on a un fils militant. C'est un système de répression et de propagande très adroit, mais ils n'arrivent pas à leurs fins.

— QdP : Quelles relations, les

militants condamnés ont-ils avec l'extérieur ?

— R. : Aucune jusqu'à ce qu'ils passent devant le tribunal. Sauf quand ils torturent le prisonnier devant sa famille et inversement.

— QdP : Peux-tu nous expliquer qui sont les Combattants du Peuple dont ton parent fait partie ?

— R. : C'est une organisation qui a pris naissance après la répression sanglante de 1963. Pendant six ans, l'organisation était secrète, depuis quatre ans, elle a commencé la lutte armée. Au départ, elle était composée de musulmans militants et de marxistes, par son type d'action, elle a réussi progressivement à faire le pont entre les musulmans et les marxistes et aujourd'hui, elle se réclame du marxisme-léninisme.

— QdP : Quel type d'action fait-elle ?

— R. : Au début, une action purement militaire : attaques de banques pour avoir des fonds, attaques de postes de police, de gendarmerie pour avoir des armes. Maintenant l'action militaire sert l'action politique. Ce sont des prisons du régime qui sont exécutées : des tortionnaires, des chefs de la SAVAK... Récemment, c'est un patron d'une usine où les ouvriers en grève avaient été mitraillés il y a trois ans, qui a été exécuté. Après chaque exécution, les combattants diffusent des tracts qui expliquent leur action. La liaison avec les masses a progressé, l'organisation diffuse actuellement un organe ouvrier : «La Révolte Ouvrière». C'est un pas important.

Les sections syndicales, tous ceux qui se sentent solidaires peuvent leur faire parvenir des motions ou venir les encourager à la Maison d'Italie 9, bd Jourdan PARIS - XIV<sup>e</sup>

Italie : ENCORE UNE CRISE MINISTÉRIELLE

Deux faits témoignent aujourd'hui de la situation de crise politique que traverse l'Italie.

Une grève générale de 24 heures a paralysé l'ensemble de la fonction publique (administration, enseignement, ministères), à l'appel de 3 grandes centrales syndicales.

D'autre part, la démission du cabinet Aldo Moro est effective ; ainsi, la coalition gouvernementale regroupant la Démocratie Chrétienne, les républicains et les socialistes n'a guère vécu plus que les précédentes : à peine plus de

13 mois. La raison officielle du lâchage de la D.C. par le Parti Socialiste semble avoir été les mesures économiques prises par le gouvernement «sans tenir aucun compte des propositions formulées par le PSI». Ces mesures destinées à favoriser les reconversions et les restructurations de l'industrie italienne vont aboutir à de nouvelles fermetures d'usine et à l'accroissement du chômage.

Mais il apparaît nettement que ce «lâchage» quelque peu précipité revêt une signification politique : faire de la

D.C. le principal responsable de la crise, et mettre le P.C.I. au pied du mur, en l'obligeant dès maintenant à participer au pouvoir. Or justement, les révisionnistes italiens ne sont pas pressés de se compromettre dans la gestion d'une crise sans issue et préféreraient continuer à accumuler des forces. Le P.C.I. se trouve dans l'impasse dans la mesure où il n'a pas cessé de réclamer le compromis historique avec la Démocratie Chrétienne, qu'il n'a aucune envie d'assumer dans l'immédiat.